



## ARRÊTÉ DU MAIRE AT 50/26

### AUTORISANT LE STATIONNEMENT POUR UN DÉMÉNAGEMENT AVENUE JEAN JAURES

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller Départemental,

**VU** les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants,

**CONSIDÉRANT** la demande de Monsieur Evrat Cyril, pour une autorisation de stationnement pour un déménagement.

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ce déménagement.

### **- ARRÊTE -**

**Article 1** : Monsieur Evrat est autorisé à effectuer son déménagement le mardi 17 février 2026.

**Article 2** : Pour permettre ce déménagement :

- le stationnement devant le 19 avenue Jean Jaurès sera interdit et réservé pour le véhicule de location le mardi 17 février 2026 de 7h00 à 20h00.

**Article 3** : La circulation ne sera pas perturbée.

**Article 4** : En cas de nécessité de service public l'espace occupé devra être immédiatement libéré par le demandeur.

**Article 5** : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

**Article 6** : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

**Article 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

**Article 8** : Le Maire, la Directrice Générale des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 13 février 2026

Le Maire,  
David DONNEZ

P/c



Publié le :